

Communiqué de presse National: action contre Syngenta 3 oct.

INTERNATIONAL DAY OF ACTION AGAINST SYNGENTA - STOP PESTICIDES : mobilisation (inter)nationale le 3 octobre 2026 sur le site chimique de Syngenta à Monthey (VS), et à Bâle, où le siège de Syngenta est situé

PublicEye, Uniterre, BreakFree Suisse, le CETIM, March Against Syngenta, les Soulèvements de la terre Genève, les Vagues de la Révolte, Stop Pillage, Ensemble à Gauche, Association Chablair, ainsi que Les Vert.es du Chablais VS et VD appellent à une mobilisation d'ampleur le 3 octobre 2026 devant le site industriel chimique de Syngenta à Monthey. Simultanément, et à l'initiative des Soulèvements de la Terre, qui seront devant un site de Syngenta à Saint-Pierre-La-Garenne en France, des actions auront lieu sur plusieurs continents : « Pesticides, Syngenta, ni ici ni ailleurs ! »

Un modèle d'affaires toxique

La Suisse est le pays hôte de Syngenta, numéro un mondial des pesticides, propriété du groupe étatique chinois ChemChina depuis 2016. Les enquêtes de l'ONG Public Eye documentent depuis des années que le modèle d'affaires de Syngenta se base sur la vente de pesticides qui sont en partie produits ici même à Monthey ou ailleurs en Europe mais interdits à la vente en raison de leur dangerosité pour la santé et l'environnement, et qui sont souvent exportés dans des pays où les législations sont plus faibles et les risques plus élevés ([PublicEye](#)). Ce business toxique fait gagner des milliards à Syngenta.

Les faits sont accablants :

- En 2024, près de **122 000 tonnes de pesticides interdits** ont été exportées depuis l'UE, malgré l'engagement pris par la Commission européenne en 2020 de mettre fin à cette pratique. Syngenta figure parmi les principaux exportateurs, avec environ **9 000 tonnes déclarées**. En Suisse, c'est l'opacité totale qui règne sur ces flux. ([Public Eye, sept. 2025](#))
- Syngenta est le premier exportateur européen de pesticides interdits, du paraquat, dont une gorgée suffit à tuer, aux néonicotinoïdes « tueurs d'abeilles », dont plus de **13 000 tonnes ont été exportées depuis l'UE en 2021, à 80 % par Syngenta**. ([Public Eye](#) ; [Public Eye, 2023](#))
- Malgré le durcissement décidé par le Conseil fédéral en 2020 après les révélations de Public Eye, **les exportations suisses de pesticides interdits échappent largement à tout contrôle** : des dizaines de substances bannies ne figurent sur **aucune liste soumise à autorisation** ([Public Eye, 2024](#))
- Ces substances reviennent jusque dans nos assiettes : **plus de 10 % des denrées importées contrôlées contenaient des résidus de pesticides interdits en Suisse**. ([Public Eye](#))
- Devant le **tribunal civil de Bâle**, deux paysannes et un paysan indiens poursuivent actuellement Syngenta en lien avec la vente d'un pesticide potentiellement mortel pour ses utilisateurs et utilisatrices. ([PublicEye](#))

Lobbying et capture des institutions : la COP 30 comme symbole

En novembre 2025, la directrice du développement durable de Syngenta, Petra Laux, a intégré la délégation officielle suisse à la COP30 de Bélem, une nomination proposée par economiesuisse et acceptée par le département fédéral d'Albert Rösti. PublicEye, BreakFree Suisse, Swiss Youth for Climate et Drop Fossil Subsidies ont dénoncé de graves conflits d'intérêts, la vulnérabilité de la Suisse face aux lobbies et une perte de crédibilité internationale : la Confédération a offert à un fabricant de pesticides hautement toxiques, de surcroît en mains d'un groupe étatique chinois, une vitrine pour se réinventer en « pionnier de la durabilité ». ([BreakFree Suisse](#) ; [Public Eye](#) ; [RTS](#))

Ce n'est pas un cas isolé, mais une stratégie systématique d'influence sur les pouvoirs publics, documentée de longue date ([Public Eye, « Le lobbying toxique de Syngenta »](#)). Pendant que l'industrie siège dans les délégations officielles :

- le conseiller fédéral Albert Rösti a renoncé à intégrer des substances reconnues comme dangereuses dans la révision en cours de l'ordonnance sur la protection des eaux ([RTS](#)) ;
- le financement de l'étude suisse qui devait documenter l'impact des PFAS et des pesticides sur la santé a été abandonné ([Horizons, juin 2026](#)) ;

Le Léman : un scandale national en cours

En septembre 2025, les cantons de Genève, Vaud et Valais annonçaient la présence de 1,2,4-triazole dans l'eau potable issue du Léman, à des concentrations atteignant sept fois la valeur limite fédérale. Les investigations ont attribué la source principale de cette pollution aux rejets du site chimique de Monthey : plus de 60 tonnes déversées dans le Rhône. Près d'un million de personnes sont concernées, de Genève au canton de Vaud jusqu'à la France voisine. La dépollution coûtera des millions, payés aujourd'hui par les collectivités, donc par les citoyennes et citoyens. ([RTS](#) ; [ge.ch](#))

Face à cela, Syngenta et CIMO ont déposé à deux reprises, en mars, puis à nouveau le 9 juillet 2026, des recours visant à priver la Ville de Lausanne, qui représente des distributeurs d'eau et une trentaine de communes vaudoises, de son accès au dossier administratif sur l'origine de la pollution. Une entrave délibérée à la transparence et aux droits démocratiques des collectivités. ([24 heures](#) ; [Le Temps](#)). En mai 2026, le Grand Conseil vaudois a exigé, quasi à l'unanimité et par-delà les clivages partisans, l'application du principe du pollueur-payeur ([RTS](#))

Nos demandes au niveau national

Reprenant et prolongeant les revendications portées de longue date par les organisations de la société civile ([Public Eye, « Pesticides : ce qui doit changer »](#)), nous demandons :

À Syngenta :

Monthey:

- 1. cesser immédiatement la production et l'exportation de pesticides interdits en Suisse et dans l'UE en raison des risques pour la santé et l'environnement**

Bâle:

1. S'engager à **cesser la commercialisation des pesticides extrêmement dangereux dans le monde entier**, avec un plan clairement défini et des délais contraignants.
2. Cesser **immédiatement** toute entrave procédurale aux droits des collectivités publiques et financer la dépollution des eaux du Léman, en application du **principe du pollueur-payeur**.

Au Conseil fédéral et aux Chambres fédérales :

3. Interdire l'exportation de tous les pesticides dont l'utilisation est bannie en Suisse en raison de leurs effets sur la santé ou l'environnement,
4. Intégrer les substances reconnues comme dangereuses dans la révision de l'ordonnance sur la protection des eaux,
5. Reprendre et financer durablement la recherche sur l'impact des PFAS et des pesticides sur la santé,
6. Exclure les lobbyistes de l'agrochimie des délégations officielles suisses à la COP et instaurer des critères de sélection transparents,
7. Soutenir activement la transition agroécologique en garantissant un vrai revenu paysan : la sortie des pesticides ne se fera pas sur le dos de celles et ceux qui nourrissent le pays.

Rejoignez-nous le 3 octobre à Monthey

Nous appelons à converger vers Monthey et Bâle : paysan·nes et travailleurs·euses agricoles, personnes malades et habitant·es de territoires contaminés, citoyennes et citoyens qui boivent l'eau du Léman, de France, du canton de Vaud, du Valais et de Genève, communes contraintes de financer la dépollution, élu·es de tous bords, organisations environnementales régionales, nationales et internationales.

Les scandales se succèdent, ici comme ailleurs : intoxications de cultivateurs en Inde, eau potable contaminée au Brésil, semences accaparées, abeilles décimées, Léman pollué. Ce ne sont pas des accidents, c'est un système. Le 3 octobre, nous le disons ensemble, dans le monde entier : **Pesticides, Syngenta : ni ici, ni ailleurs !**

Contacts presse :

Laurent Gaberell, Journaliste Public Eye, laurent.gaberell@publiceye.ch.

Elodie Lopez, Députée au grand conseil Vaudois, Ensemble à Gauche, elodie.lopez@gc.vd.ch, +41795670736

Martine Gerber, Paysanne bio, Conseillère communale de Bex et Députée VD, martinegerber@bluewin.ch, +41 79 262 85 45

Silva Lieberherr, March Against Bayer and Syngenta, silvalieberherr@gmail.com, +41 79 678 04 44

Informations pratiques : <https://stop-syngenta3oct.com/info>

Sources et références

- Public Eye, dossier pesticides : <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/pesticides>
- Public Eye, revendications : <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/pesticides/revendications>

- Public Eye, exportations records depuis l'UE (2025) : <https://www.publiceye.ch/fr/coin-medias/communiqués-de-presse/detail/pesticides-interdits-des-exportations-records-depuis-lue-malgre-les-promesses-de-la-commission-europeenne>
- Public Eye, les exportations suisses échappent à tout contrôle (2024) : <https://www.publiceye.ch/fr/news/detail/pesticides-interdits-les-exportations-suisses-echappent-a-tout-contrôle>
- PublicEye, <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/pesticides/exportations-pesticides-interdits-suisse>
- Public Eye, Syngenta à la COP30 : <https://www.publiceye.ch/fr/regard/syngenta-a-la-cop30-le-monde-a-t-il-vraiment-besoin-de-plus-de-poison>
- BreakFree Suisse, « Les délégués toxiques de la Suisse » : <https://breakfreesuisse.org/les-delegues-toxiques-de-la-suisse-pesticides-et-interets-chinois-obtiennent-des-badges-suisses-a-la-cop-30/>
- RTS, délégation suisse à la COP30 critiquée : <https://www.rts.ch/info/environnement/2025/article/delegation-suisse-a-la-cop30-syngenta-et-l-usam-critiques-par-les-ong-29052343.html>
- RTS, la dépollution du triazole coûtera des millions : <https://www.rts.ch/info/environnement/2026/article/pollution-du-leman-au-triazole-l-assainissement-couterait-des-millions-29193043.html>
- RTS, résolution pollueur-payeur du Grand Conseil vaudois : <https://www.rts.ch/info/regions/val-de-romandie/2026/article/le-conseil-d-etat-vaudois-somme-d-organiser-une-reunion-sur-la-pollution-au-triazole-dans-le-leman-29239977.html>
- 24 heures, Lausanne empêchée de consulter le dossier : <https://www.24heures.ch/triazole-lausanne-empêchée-de-consulter-le-dossier-sur-la-pollution-du-leman-295009732701>
- Le Temps, bras de fer juridique Lausanne–Monthey : <https://www.letemps.ch/suisse/triazole-dans-le-leman-bras-de-fer-juridique-entre-lausanne-et-les-industriels-de-monthey>
- Le Courrier, dossier triazole : <https://lecourrier.ch/dossier/quand-le-triazole-sinfiltre-dans-le-leman/>
- État de Genève, informations 1,2,4-triazole : <https://www.ge.ch/document/124-triazole-informations-qualite-eau-potable-du-leman>
- Horizons, étude PFAS/pesticides abandonnée : <https://www.revue-horizons.ch/2026/06/04/pfas-et-pesticides-etude-laissee-en-jachere/>